



Grève puissante dans l'Education nationale ce jeudi 1^{er} février : Pour faire céder la ministre sur nos revendications discutons des suites maintenant, discutons de l'action efficace !

Montreuil, le 1^{er} février 2024

Dans le 1^{er} comme dans le 2nd degré, les personnels ont fait massivement grève à l'appel de la FNEC FP-FO, la FSU, la CGT Educ'action, Sud Education. La CFDT et l'UNSA ont également appelé à la mobilisation.

Dans toute la France, des cortèges imposants ont rassemblé des dizaines de milliers de personnels de toutes catégories, y compris des chefs d'établissements et des inspecteurs, pour exprimer leur colère et leurs revendications. Le rejet des politiques menées contre l'Ecole et ses personnels était présent à travers des slogans tels que : « *Amélie, tu casses, tu ré pares !* » ou encore : « *On veut du fric pour l'Ecole publique !* » De nombreux lycéens ont pris part aux mobilisations, exigeant notamment, comme leurs professeurs : l'abandon du SNU, le retrait de la réforme des lycées professionnels et de Parcoursup !

A Paris, les 15 000 manifestants sont allés en direction du ministère.

Le ministère a accepté de recevoir une délégation des 4 syndicats signataires de l'appel en Région parisienne. Deux représentants FO ont posé les cahiers de revendications auprès de la conseillère sociale de la ministre. Ils ont fait part de l'immense colère des personnels de toutes catégories face à l'effondrement de leur pouvoir d'achat, aux moyens insuffisants (suppressions de postes, de classes et d'heures...). Ils ont clairement signifié le refus du « choc des savoirs » qui supprime des heures et désorganise les établissements... FO a transmis les dizaines de motions issues des réunions syndicales, chiffrant précisément les besoins, les heures, les postes qui manquent partout... Les revendications de l'appel intersyndical national ont été rappelées : de véritables augmentations salariales, l'abandon du pacte, l'abandon des mesures de l'acte 2 de l'Ecole inclusive, un statut pour les AESH et les AED, l'annulation des suppressions de postes, et l'exigence de retrait de la réforme de la voie professionnelle.

La conseillère sociale a défendu la politique menée par la ministre. Concernant les suppressions de postes et de classes, elle renvoie la responsabilité sur les DASEN et les recteurs.

Dans un département, du jamais vu un jour de grève : le DASEN n'a pas voulu rencontrer les syndicats. Devant les grilles de la cour de la DSDEN fermée, des manifestants ont tenté de forcer le passage. L'intersyndicale a déposé un courrier adressé au DASEN : " *En cette période, tout laisse à penser que seul le blocage permet de se faire entendre : est-ce là la piste vers laquelle vous nous invitez à nous diriger ?* " Au soir de la puissante grève du 1^{er} février, c'est cette question qui est posée partout.

**Les personnels recherchent les moyens de l'action efficace pour gagner. Ils veulent en découdre.
Les journées d'action isolées, aussi puissantes soient-elles, suffiront-elles pour gagner ?**

La FNEC FP-FO appelle les personnels à se réunir dès maintenant sur leur lieu de travail pour discuter des suites de la grève du 1^{er} février. Elle rappelle qu'un préavis de grève court jusqu'aux congés d'hiver.

Partout se déroulent des mobilisations pour défendre des postes, des classes...

FO soutiendra toutes les initiatives prises pour la satisfaction des revendications (reconduction de la grève, blocage d'écoles, rassemblements, délégations en direction des représentants de la ministre...).